

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 1478

[S - C - 29211]

**6 AVRIL 1998. — Décret portant modification du régime de la suspension préventive dans l'enseignement organisé et subventionné par la Communauté française (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Modification du chapitre VIII :**Suspension préventive du décret du 6 juin 1994**fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné modifié par les décrets des 10 avril 1995 et 25 juillet 1996, le chapitre VIII : Suspension préventive est remplacé par le chapitre suivant :

« Chapitre VIII : De la suspension préventive : Mesure administrative

Art. 60. § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'intérêt du service ou de l'enseignement le requiert, une procédure de suspension préventive peut être entamée à l'égard d'un membre du personnel nommé à titre définitif :

1° s'il fait l'objet de poursuites pénales;

2° dès qu'une procédure disciplinaire est engagée contre lui par le pouvoir organisateur;

3° dès que le pouvoir organisateur lui notifie, par lettre recommandée à la poste, la constatation d'une incompatibilité.

§ 2. La suspension préventive organisée par le présent chapitre est une mesure purement administrative n'ayant pas le caractère d'une sanction.

Elle est prononcée par le pouvoir organisateur et est motivée. Elle a pour effet d'écarter le membre du personnel de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension préventive, le membre du personnel reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 3. Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le pouvoir organisateur.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs justifiant la suspension préventive sont notifiés au membre du personnel trois jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné en service ou à la retraite, ou par un délégué d'une organisation syndicale représentative en vertu de l'arrêté royal du 28 septembre 1984, portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats relevant de ces autorités.

Dans les trois jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition et même si le membre du personnel ou son représentant n'ont pas été entendus, le pouvoir organisateur communique à l'agent sa décision par lettre recommandée à la poste.

Si cette décision conclut à la suspension préventive du membre du personnel, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 4. Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> du § 3, le membre du personnel peut être écarté de ses fonctions sur-le-champ en cas de faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable, dans l'intérêt de l'enseignement, que le membre du personnel ne soit plus présent à l'école.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent le jour où la mesure d'écartement immédiat a été prise, le pouvoir organisateur est tenu d'engager la procédure de suspension préventive conformément aux dispositions du présent article. A défaut, la mesure d'écartement immédiat prendra fin au terme du délai précité et le membre du personnel ne pourra à nouveau être écarté de l'établissement pour la même faute grave ou les mêmes griefs que moyennant le respect de la procédure de suspension préventive telle que prévue notamment au § 3 du présent article.

Le membre du personnel écarté sur-le-champ reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 5. Dans le cadre d'une procédure disciplinaire ou dans le cadre de la constatation d'une incompatibilité, la durée de la suspension préventive ne peut dépasser un an et, dans le cadre d'une procédure disciplinaire, expire en tout cas :

1° quarante-cinq jours calendrier après la date prévue pour l'audition visée à l'article 70 si dans ce délai, le pouvoir organisateur n'a pas notifié au membre du personnel la décision visée à l'article 65, § 2;

2° le troisième jour ouvrable qui suit la notification au membre du personnel de la décision visée à l'article 65, § 2, si cette décision est le rappel à l'ordre, le blâme ou la retenue sur traitement;

3° le jour où la décision portant sanction disciplinaire sort ses effets.

Dans le cadre de poursuites pénales, la durée de la suspension préventive n'est pas limitée à un an.

Lorsqu'une procédure disciplinaire est engagée ou poursuivie après une décision judiciaire de condamnation pénale définitive, le délai d'un an visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne commence à courir qu'à dater du prononcé de cette condamnation définitive.

(1) *Session 1997-1998 :*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 211-1. - Amendements de commission, nos 211-2, 3, 4, 5, 6 et 7. - Rapport, n° 211-8.

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 1<sup>er</sup> avril 1998.

§ 6. Dans le cadre d'une procédure disciplinaire, la suspension préventive doit faire l'objet d'une confirmation écrite par le pouvoir organisateur tous les trois mois à dater de sa prise d'effet.

Cette confirmation est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

A défaut de confirmation de la suspension préventive dans les délais requis, le membre du personnel concerné peut réintégrer ses fonctions après en avoir informé le pouvoir organisateur, par lettre recommandée, au moins dix jours ouvrables avant la reprise effective du travail.

Après réception de cette notification le pouvoir organisateur peut confirmer le maintien en suspension préventive selon la procédure décrite à l'alinéa 2.

Art. 60bis. § 1<sup>er</sup>. Par dérogation au § 1<sup>er</sup> de l'article 60, le membre du personnel est d'office suspendu préventivement lorsqu'il est inculpé ou prévenu pour des faits et/ou agissements punissables en vertu d'un des articles mentionnés ci-après qui figurent au : Titres VII ou VIII du Livre II du Code pénal :

— 364, 365, 368, 369, 370, 372, 379, 380bis, §§ 4 et 5, 380quinquies, § 1<sup>er</sup>, 382bis, 383bis, 386, 396, 401bis;

— 373, 375, 376, 377, 378bis, 393, 394, 397 pour autant que la victime du crime ou du délit soit un mineur d'âge ou un élève majeur de l'établissement scolaire ou du home visé à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du présent décret où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 380bis, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, pour autant que la personne majeure qui y est visée soit un élève de l'établissement scolaire ou du home visé à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du présent décret où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 380bis, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, pour autant que la personne majeure dont la débauche ou la prostitution a été exploitée est un élève de l'établissement scolaire ou du home visé à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du présent décret où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 380bis, § 2, pour autant qu'il s'agisse de la tentative de commettre les infractions visées au § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, et seulement dans les limites précisées ci-avant pour ces dispositions;

— 380bis, § 3, pour autant qu'il s'agisse des infractions visées au § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, et seulement dans les limites précisées ci-avant pour ces dispositions;

— 380quater, pour autant que la personne provoquée à la débauche soit une personne mineur d'âge ou un élève majeur de l'établissement scolaire ou du home visé à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du présent décret où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 380quinquies, § 2 et § 3, pour autant qu'une personne mineur d'âge ou qu'un élève majeur de l'établissement scolaire ou du home visé à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du présent décret où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions soit en cause dans les offres de service qui y sont visées;

— 385 pour autant que l'outrage soit commis en présence d'un mineur d'âge ou d'un élève majeur de l'établissement scolaire ou du home visé à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du présent décret où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 398, 399, 400, 401 pour autant que les coups ou blessures soient portés à un élève mineur ou majeur de l'établissement scolaire ou du home visé à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du présent décret où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions.

Dès le jour où le pouvoir organisateur a connaissance de l'inculpation ou de la prévention du membre du personnel, il doit prendre à son égard la mesure d'écartement visée au § 4 de l'article 60.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent la mesure d'écartement, la procédure de suspension préventive doit être engagée dans le respect notamment des §§ 3 et 4, alinéa 2, du même article.

§ 2. Si le pouvoir organisateur ne se conforme pas aux dispositions du § 1<sup>er</sup>, le Gouvernement lui adresse une mise en demeure par laquelle il l'invite, dans un délai de trente jours calendrier à dater de cette mise en demeure, à apporter la preuve que les mesures prévues au § 1<sup>er</sup> ont été prises. Le Gouvernement peut, par arrêté, déléguer cette compétence au ministre fonctionnellement compétent.

Si, à l'échéance de ce délai de trente jours calendrier, le pouvoir organisateur n'a pas apporté la preuve de ce qu'il a pris les mesures prévues au § 1<sup>er</sup>, il perd, pour une durée déterminée ci-après, le bénéfice des subventions de fonctionnement pour l'établissement ou les établissements où le membre du personnel concerné exerce tout ou partie de ses fonctions.

La période visée à l'alinéa précédent débute à l'échéance du délai de trente jours calendrier et court jusqu'au jour où le pouvoir organisateur a apporté la preuve qu'il a pris les mesures prévues au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. La mesure de suspension préventive d'office visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est maintenue à l'égard du membre du personnel qui fait l'objet :

1<sup>o</sup> d'une condamnation pénale non définitive prononcée sur base d'un des articles du Code pénal visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et contre laquelle le membre du personnel a fait usage de ses droits de recours ordinaires;

2<sup>o</sup> d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie à la suite d'une condamnation pénale définitive prononcée sur base d'un des articles du Code pénal visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

Par contre, la mesure de suspension préventive d'office cesse ses effets si le membre du personnel fait l'objet d'un jugement d'acquiescement rendu en première instance et qui fait l'objet d'un recours ordinaire.

Toutefois, dans ce cas, le pouvoir organisateur peut décider de maintenir la suspension préventive du membre du personnel concerné en application de l'article 60.

Art. 61. Tout membre du personnel suspendu préventivement maintient son droit au traitement.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le traitement de tout membre du personnel suspendu préventivement, qui fait l'objet :

1<sup>o</sup> d'une inculpation ou d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales;

2<sup>o</sup> d'une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel a fait usage de ses droits de recours ordinaires;

3<sup>o</sup> d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie à la suite d'une condamnation pénale définitive;

4<sup>o</sup> d'une procédure disciplinaire en raison d'une faute grave pour laquelle il y a soit flagrant délit, soit des indices probants et dont l'appréciation appartient au pouvoir organisateur;

5° d'une décision de peine disciplinaire prévue à l'article 64, 4°, 6°, 7° et 8°, et contre laquelle le membre du personnel a introduit un recours, conformément à l'article 65, § 2, est fixé à la moitié de son traitement d'activité.

Cette réduction de traitement ne peut avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auquel le membre du personnel aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Pour l'application de l'alinéa 2, 1° et 2°, cette réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit le jour de l'inculpation ou de la prévention ou du prononcé de la condamnation non définitive.

Pour l'application de l'alinéa 2, 3°, cette réduction de traitement déjà opérée en vertu de l'alinéa 2, 1° ou 2°, est maintenue au-delà de la condamnation définitive si le pouvoir organisateur notifie au membre du personnel son intention de poursuivre ou d'engager la procédure disciplinaire.

Pour l'application de l'alinéa 2, 4°, la réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit a notification au pouvoir organisateur au membre du personnel de l'application de cet alinéa 2, 4°.

Pour l'application de l'alinéa 2, 5°, cette réduction de traitement prend effet le jour où le membre du personnel a introduit son recours.

Art. 62. A l'issue de la procédure disciplinaire ou de la procédure pénale, la mesure de réduction de traitement est rapportée, sauf si :

1° au terme de l'action disciplinaire, le pouvoir organisateur inflige au membre du personnel une des sanctions prévues à l'article 64, 4°, 6°, 7° et 8°;

2° il est fait application de l'article 58, 1°, b, 4°;

3° le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive suivie ou non d'une procédure disciplinaire.

Lorsque la mesure de réduction de traitement est rapportée en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, le membre du personnel reçoit le complément de sa subvention-traitement initialement retenue augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

Les sommes perçues par le membre du personnel durant la suspension préventive lui restent acquises.

Si le traitement du membre du personnel a été réduit en application de l'article 61, alinéa 2, 4° ou 5°, et qu'au terme de la procédure disciplinaire, une sanction de suspension par mesure disciplinaire est prononcée pour une durée inférieure à la durée de la mesure de réduction de traitement, cette dernière est rapportée pour la période excédant la durée de la suspension par mesure disciplinaire et le membre du personnel perçoit dans ce cas le complément de sa subvention-traitement indûment retenue durant cette période, augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

L'alinéa 4 ne s'applique pas dans le cadre d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie après une condamnation pénale définitive.

Art. 63. La suspension préventive est portée à la connaissance du Gouvernement afin que l'exécution immédiate de cette mesure soit assurée.

Art. 63bis. Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par pouvoir organisateur :

1° dans l'enseignement organisé par les villes et les communes, le collège des bourgmestre et échevins;

2° dans l'enseignement organisé par les provinces, le Conseil provincial ou la Députation permanente;

3° dans les établissements d'enseignement relevant des Centres publics d'aide sociale, le Conseil de ces institutions;

4° dans les établissements d'enseignement relevant de l'Office pour la Naissance de l'enfant, le conseil d'administration de cette institution;

5° dans les établissements d'enseignement relevant des associations intercommunales, le conseil d'administration de ces institutions. »

## CHAPITRE II. — *Modification du chapitre X : Suspension préventive du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné*

Art. 2. Dans le décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné modifié par les décrets des 22 décembre 1994, 15 avril 1995 et 25 juillet 1996, le chapitre X : De la suspension préventive est remplacé par le chapitre suivant :

« Chapitre X : De la suspension préventive : mesure administrative

Art. 87. § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'intérêt du service ou de l'enseignement le requiert, une procédure de suspension préventive peut être entamée à l'égard d'un membre du personnel engagé à titre définitif :

1° s'il fait l'objet de poursuites pénales;

2° dès qu'une procédure disciplinaire est engagée contre lui par le pouvoir organisateur;

3° dès que le pouvoir organisateur lui notifie, par lettre recommandée à la poste, la constatation d'une incompatibilité.

§ 2. La suspension préventive organisée par le présent chapitre est une mesure purement administrative, n'ayant pas le caractère d'une sanction.

Elle est prononcée par le pouvoir organisateur et est motivée. Elle a pour effet d'écarter le membre du personnel de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension préventive, le membre du personnel reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 3. Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le pouvoir organisateur.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs justifiant la suspension préventive sont notifiés au membre du personnel trois jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale représentative, par un avocat ou un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement libre subventionné.

Dans les trois jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition et même si le membre du personnel ou son représentant n'ont pas été entendus, le pouvoir organisateur communique sa décision à l'intéressé, par lettre recommandée à la poste.

Si cette décision conclut à la suspension préventive du membre du personnel, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 4. Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> du § 3, le membre du personnel peut être écarté de ses fonctions sur-le-champ en cas de faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable, dans l'intérêt de l'enseignement, que le membre du personnel ne soit plus présent à l'école.

La mesure d'écartement doit être prise dans les trois jours ouvrables qui suivent le jour où la faute grave ou les griefs précités sont constatés.

Dans les trois jours ouvrables qui suivent le jour où la mesure d'écartement immédiat a été prise, le pouvoir organisateur est tenu d'engager la procédure de suspension préventive conformément aux dispositions du présent article. A défaut, la mesure d'écartement immédiat prendra fin au terme du délai précité et le membre du personnel ne pourra à nouveau être écarté de l'établissement, pour la même faute grave ou les mêmes griefs que moyennant le respect de la procédure de suspension préventive telle que prévue notamment au § 3 du présent article.

Le membre du personnel écarté sur-le-champ reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 5. Dans le cadre d'une procédure disciplinaire, la durée de la suspension préventive ne peut dépasser un an et expire en tout cas :

1° après quarante-cinq jours calendrier si dans ce délai, la proposition de peine disciplinaire visée à l'article 75, § 1<sup>er</sup>, n'a pas été notifiée au membre du personnel;

2° le troisième jour ouvrable qui suit la notification au membre du personnel de la proposition de peine disciplinaire visée à l'article 75, § 1<sup>er</sup>, si cette proposition est le rappel à l'ordre, le blâme ou la retenue sur traitement;

3° pour une proposition de peine disciplinaire autre que celles visées au point 2°, quarante jours calendrier après la notification de la proposition de peine disciplinaire formulée par le pouvoir organisateur au membre du personnel si ce dernier n'a pas introduit de recours à l'encontre de ladite proposition;

4° pour une proposition de peine disciplinaire autre que celles visées au point 2°, trente jours calendrier après la notification au pouvoir organisateur de l'avis de la chambre de recours sur la proposition de peine disciplinaire formulée par le pouvoir organisateur à l'encontre du membre du personnel;

5° le jour où la peine disciplinaire sort ses effets.

Dans le cadre de poursuites pénales ou dans le cadre d'un recours devant le Tribunal du travail contre la constatation d'une incompatibilité, la durée de la suspension préventive n'est pas limitée à un an.

Lorsqu'une procédure disciplinaire est engagée ou poursuivie après une décision judiciaire de condamnation pénale définitive, le délai d'un an visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne commence à courir qu'à dater du prononcé de la condamnation définitive.

§ 6. Dans le cadre d'une procédure disciplinaire, la suspension préventive doit faire l'objet d'une confirmation écrite par le pouvoir organisateur tous les trois mois à dater de la prise d'effet.

Cette confirmation est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

A défaut de confirmation de la suspension préventive dans les délais requis, le membre du personnel concerné peut réintégrer ses fonctions après en avoir informé le pouvoir organisateur, par lettre recommandée, au moins dix jours ouvrables avant la reprise effective du travail.

Après réception de cette notification, le pouvoir organisateur peut confirmer le maintien en suspension préventive selon la procédure décrite à l'alinéa 2.

Art. 87bis. § 1<sup>er</sup>. Par dérogation au § 1<sup>er</sup> de l'article 87, le membre du personnel est d'office suspendu préventivement lorsqu'il est inculpé ou prévenu pour des faits et/ou agissements punissables en vertu d'un des articles mentionnés ci-après qui figurent aux Titres VII ou VIII du Livre II du Code pénal :

— 364, 365, 368, 369, 370, 372, 379, 380bis, §§ 4 et 5, 380quinquies, § 1<sup>er</sup>, 382bis, 383bis, 386, 396, 401bis;

— 373, 375, 376, 377, 378bis, 393, 394, 397 pour autant que la victime du crime ou du délit soit un mineur d'âge ou un élève majeur de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 380bis, § 1<sup>er</sup>, 1°, pour autant que la personne majeure qui y est visée soit un élève de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 380bis, § 1<sup>er</sup>, 4°, pour autant que la personne majeure dont la débauche ou la prostitution a été exploitée est un élève de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 380bis, § 2, pour autant qu'il s'agisse de la tentative de commettre les infractions visées au § 1<sup>er</sup>, 1° et 4°, et seulement dans les limites précisées ci-avant pour ces dispositions;

— 380bis, § 3, pour autant qu'il s'agisse des infractions visées au § 1<sup>er</sup>, 1° et 4°, et seulement dans les limites précisées ci-avant pour ces dispositions;

— 380quater, pour autant que la personne provoquée à la débauche soit une personne mineur d'âge ou un élève majeur de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 380quinquies, § 2 et § 3, pour autant qu'une personne mineur d'âge ou qu'un élève majeur de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions soit en cause dans les offres de service qui y sont visées;

— 385 pour autant que l'outrage soit commis en présence d'un mineur d'âge ou d'un élève majeur de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 398, 399, 400, 401 pour autant que les coups ou blessures soient portés à un élève mineur ou majeur de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions.

Dès le jour où le pouvoir organisateur a connaissance de l'inculpation ou de la prévention du membre du personnel, il doit prendre à son égard la mesure d'écartement visée au § 4 de l'article 87.

Dans les trois jours ouvrables qui suivent la mesure d'écartement, la procédure de suspension préventive doit être engagée dans le respect notamment des §§ 3 et 4, alinéa 3, du même article.

§ 2. Si le pouvoir organisateur ne se conforme pas aux dispositions du § 1<sup>er</sup>, le Gouvernement lui adresse une mise en demeure par laquelle il l'invite, dans un délai de trente jours calendrier à dater de cette mise en demeure, à apporter la preuve que les mesures prévues au § 1<sup>er</sup> ont été prises. Le Gouvernement peut, par arrêté, déléguer cette compétence au ministre fonctionnellement compétent.

Si, à l'échéance de ce délai de trente jours calendrier, le pouvoir organisateur n'a pas apporté la preuve de ce qu'il a pris les mesures prévues au § 1<sup>er</sup>, il perd, pour une durée déterminée ci-après, le bénéfice des subventions de fonctionnement pour l'établissement ou les établissements où le membre du personnel concerné exerce tout ou partie de ses fonctions.

La période visée à l'alinéa précédent débute à l'échéance du délai de trente jours calendrier et court jusqu'au jour où le pouvoir organisateur a apporté la preuve qu'il a pris les mesures prévues au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. La mesure de suspension préventive d'office visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est maintenue à l'égard du membre du personnel qui fait l'objet :

1° d'une condamnation pénale non définitive prononcée sur base d'un des articles du Code pénal visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> et contre laquelle le membre du personnel a fait usage de ses droits de recours ordinaires;

2° d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie à la suite d'une condamnation pénale définitive prononcée sur base d'un des articles du Code pénal visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

Par contre, la mesure de suspension préventive d'office cesse ses effets si le membre du personnel fait l'objet d'un jugement d'acquiescement rendu en première instance et qui fait l'objet d'un recours ordinaire.

Toutefois, dans ce cas, le pouvoir organisateur peut décider de maintenir la suspension préventive du membre du personnel en application de l'article 87.

Art. 88. Tout membre du personnel suspendu préventivement maintient son droit au traitement.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le traitement de tout membre du personnel suspendu préventivement, qui fait l'objet :

1° d'une inculpation ou d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales;

2° d'une condamnation pénale ou définitive contre laquelle le membre du personnel a fait usage de ses droits de recours ordinaires;

3° d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie à la suite d'une condamnation pénale définitive;

4° d'une procédure disciplinaire en raison d'une faute grave pour laquelle il y a soit flagrant délit, soit des indices probants et dont l'appréciation appartient au pouvoir organisateur;

5° d'une proposition de sanction disciplinaire prévue à l'article 73, § 1<sup>er</sup>, 4°, 5° et 6°,

est fixé à la moitié de son traitement d'activité.

Cette réduction du traitement ne peut avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auquel le membre du personnel aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Pour l'application de l'alinéa 2, 1° et 2°, cette réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit le jour de l'inculpation ou de la prévention ou du prononcé de la condamnation non définitive.

Pour l'application de l'alinéa 2, 3°, cette réduction de traitement déjà opérée en vertu de l'alinéa 2, 1° ou 2°, est maintenue au-delà de la condamnation définitive si le pouvoir organisateur notifie au membre du personnel son intention de poursuivre ou d'engager la procédure disciplinaire.

Pour l'application de l'alinéa 2, 4°, la réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit la notification du pouvoir organisateur au membre du personnel de l'application de cet alinéa 2, 4°.

Pour l'application de l'alinéa 2, 5°, cette réduction de traitement prend effet le jour où le pouvoir organisateur notifie la proposition de sanction disciplinaire.

Art. 89. A l'issue de la procédure disciplinaire ou de la procédure pénale, la mesure de réduction de traitement est rapportée, sauf si :

1° au terme de l'action disciplinaire, le pouvoir organisateur inflige au membre du personnel une des sanctions prévues à l'article 73, § 1<sup>er</sup>, 4°, 5° et 6°;

2° il est fait application de l'article 71, 1°, b) et 4°;

3° le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive suivie ou non d'une procédure disciplinaire.

Lorsque la mesure de réduction de traitement est rapportée en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, le membre du personnel reçoit le complément de sa subvention-traitement initialement retenue augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

Les sommes perçues par le membre du personnel durant la suspension préventive lui restent acquises.

Si le traitement du membre du personnel a été réduit en application de l'article 88, alinéa 9, 4° ou 5°, et qu'au terme de la procédure disciplinaire, une sanction de suspension par mesure disciplinaire est prononcée pour une durée inférieure à la durée de la mesure de réduction de traitement, cette dernière est rapportée pour la période excédant la durée de la suspension par mesure disciplinaire et le membre du personnel perçoit dans ce cas le complément de sa subvention-traitement indûment retenue durant cette période, augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

L'alinéa 4 ne s'applique pas dans le cadre d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie après une condamnation pénale définitive.

Art. 90. La suspension préventive est portée à la connaissance du Gouvernement afin que l'exécution immédiate de cette mesure soit assurée. »

CHAPITRE III. — *Modification au chapitre IXbis : De la suspension préventive de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

**Art. 3.** Dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements le chapitre IXbis : De la suspension préventive y inséré par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 septembre 1991 et modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993 est remplacé par le chapitre suivant :

« Chapitre IXbis : De la suspension préventive : Mesure administrative

Art. 157bis. § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'intérêt du service ou de l'enseignement le requiert, une procédure de suspension préventive peut être entamée à l'égard d'un membre du personnel définitif :

- 1° s'il fait l'objet de poursuites pénales;
- 2° avant l'exercice de poursuites disciplinaires ou s'il fait l'objet de poursuites disciplinaires;
- 3° dès que le ministre lui notifie, par lettre recommandée à la poste, la constatation d'une incompatibilité.

§ 2. La suspension préventive organisée par le présent chapitre est une mesure purement administrative, n'ayant pas le caractère d'une sanction.

Elle est prononcée par le ministre et est motivée. Elle a pour effet d'écarter le membre du personnel de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension préventive, le membre du personnel reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 3. Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le chef de l'administration.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs justifiant la suspension préventive sont notifiés au membre du personnel trois jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale représentative, par un avocat ou un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement organisé par la Communauté française.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition, et même si le membre du personnel ou son représentant n'ont pas été entendus, la décision est communiquée au membre du personnel par lettre recommandée à la poste.

Si cette décision conclut à la suspension préventive du membre du personnel, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 4. Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> du § 3, le membre du personnel peut être écarté de ses fonctions sur-le-champ en cas de faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable, dans l'intérêt de l'enseignement, que le membre du personnel ne soit plus présent à l'école.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent le jour où la mesure d'écartement immédiat a été prise, la procédure de suspension préventive doit être engagée conformément aux dispositions du présent article. A défaut, la mesure d'écartement immédiat prendra fin au terme du délai précité et le membre du personnel ne pourra à nouveau être écarté de l'établissement pour la même faute grave ou les mêmes griefs que moyennant le respect de la procédure de suspension préventive telle que prévue notamment au § 3 du présent article.

La mesure d'écartement sur-le-champ est prononcée par le ministre.

Le membre du personnel écarté sur-le-champ reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 5. Dans le cadre de la constatation d'une incompatibilité ou dans le cadre d'une procédure disciplinaire ou avant l'exercice éventuel d'une procédure disciplinaire, la durée de la suspension préventive ne peut dépasser un an et dans le cadre d'une procédure disciplinaire expire en tout cas :

- 1° après six mois si aucune proposition de peine disciplinaire n'a été formulée et notifiée au membre du personnel dans ce délai;
- 2° le troisième jour ouvrable qui suit la notification de la proposition de peine disciplinaire si cette proposition est le rappel à l'ordre, la réprimande ou la retenue sur traitement;
- 3° pour une proposition de peine disciplinaire autre que celles visées au point 2°, quatre-vingts jours calendrier après la notification de la proposition de peine disciplinaire au membre du personnel si ce dernier n'a pas introduit de recours à l'encontre de ladite proposition;
- 4° pour une proposition de peine disciplinaire autre que celles visées au point 2°, quatre-vingts jours calendrier après la notification au ministre de l'avis de la chambre de recours sur la proposition de peine disciplinaire formulée à l'encontre du membre du personnel;
- 5° le jour où la peine disciplinaire sort ses effets.

Dans le cadre de poursuites pénales, la durée de la suspension préventive n'est pas limitée à un an.

Lorsqu'une procédure disciplinaire est engagée ou poursuivie après une décision judiciaire de condamnation pénale coulée en force de chose jugée, le délai d'un an visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne commence à courir qu'à dater du prononcé de la condamnation définitive.

§ 6. Dans le cadre d'une procédure disciplinaire ou avant l'exercice éventuel d'une procédure disciplinaire, la suspension préventive doit faire l'objet d'une confirmation écrite tous les trois mois à dater de la prise d'effet.

Cette confirmation est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

A défaut de confirmation de la suspension préventive dans les délais requis, le membre du personnel concerné peut réintégrer ses fonctions après en avoir informé le ministre, par lettre recommandée, au moins dix jours ouvrables avant la reprise effective du travail.

Après réception de cette notification, le ministre peut confirmer le maintien en suspension préventive selon la procédure décrite à l'alinéa 2.

Art 157ter. Par dérogation au § 1<sup>er</sup> de l'article 157bis, le membre du personnel est d'office suspendu préventivement lorsqu'il est inculpé ou prévenu pour des faits et/ou agissements punissables en vertu d'un des articles mentionnés ci-après qui figurent aux Titres VII ou VIII du Livre II du Code pénal :

— 364, 365, 368, 369, 370, 372, 379, 380bis, §§ 4 et 5, 380quinquies, § 1<sup>er</sup>, 382bis, 383bis, 386, 396, 401bis;

— 373, 375, 376, 377, 378bis, 393, 394, 397 pour autant que la victime du crime ou du délit soit un mineur d'âge ou un élève majeur de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 380bis, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, pour autant que la personne majeure qui y est visée soit un élève de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 380bis, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, pour autant que la personne majeure dont la débauche ou la prostitution a été exploitée est un élève de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 380bis, § 2, pour autant qu'il s'agisse de la tentative de commettre les infractions visées au § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, et seulement dans les limites précisées ci-avant pour ces dispositions;

— 380bis, § 3, pour autant qu'il s'agisse des infractions visées au § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, et seulement dans les limites précisées ci-avant pour ces dispositions;

— 380quater, pour autant que la personne provoquée à la débauche soit une personne mineur d'âge ou un élève majeur de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 380quinquies, § 2 et § 3, pour autant qu'une personne mineur d'âge ou qu'un élève majeur de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions soit en cause dans les offres de service qui y sont visées;

— 385 pour autant que l'outrage soit commis en présence d'un mineur d'âge ou d'un élève majeur de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 398, 399, 400, 401 pour autant que les coups ou blessures soient portés à un élève mineur ou majeur de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions.

Dès le jour où le ministre a connaissance de l'inculpation ou de la prévention du membre du personnel, il prend à son égard la mesure d'écartement visée au § 4 de l'article 157bis.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent la mesure d'écartement, la procédure de suspension préventive doit être engagée dans le respect notamment des §§ 3 et 4, alinéa 2, du même article.

La mesure de suspension préventive d'office visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est maintenue à l'égard du membre du personnel qui fait l'objet :

1<sup>o</sup> d'une condamnation pénale non définitive prononcée sur base d'un des articles du Code pénal visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> et contre laquelle le membre du personnel a fait usage de ses droits de recours ordinaires;

2<sup>o</sup> d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie à la suite d'une condamnation pénale définitive prononcée sur base d'un des articles du Code pénal visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Par contre, la mesure de suspension préventive d'office cesse ses effets si le membre du personnel fait l'objet d'un jugement d'acquiescement rendu en première instance et qui fait l'objet d'un recours ordinaire.

Toutefois, dans ce cas, le ministre peut décider de maintenir la suspension préventive du membre du personnel concerné en application de l'article 157bis.

Art. 157quater. Tout membre du personnel suspendu préventivement maintient son droit au traitement.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le traitement de tout membre du personnel suspendu préventivement, qui fait l'objet :

1<sup>o</sup> d'une inculpation ou d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales;

2<sup>o</sup> d'une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel a fait usage de ses droits de recours ordinaires;

3<sup>o</sup> d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie à la suite d'une condamnation pénale définitive;

4<sup>o</sup> de poursuites disciplinaires en raison d'une faute grave pour laquelle il y a soit flagrant délit, soit des indices probants et dont l'appréciation appartient au ministre;

5<sup>o</sup> d'une proposition de peine disciplinaire prévue à l'article 122, 5<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup>,

est fixé à la moitié de son traitement d'activité.

Cette réduction du traitement ne peut avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auquel le membre du personnel aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Pour l'application de l'alinéa 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, cette réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit le jour de l'inculpation ou de la prévention ou du prononcé de la condamnation non définitive.

Pour l'application de l'alinéa 2, 3<sup>o</sup>, cette réduction de traitement déjà opérée en vertu de l'alinéa 2, 1<sup>o</sup> ou 2<sup>o</sup>, est maintenue au-delà de la condamnation définitive si le ministre notifie au membre du personnel son intention de poursuivre ou d'engager la procédure disciplinaire.

Pour l'application de l'alinéa 2, 4<sup>o</sup>, la réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit la notification du ministre au membre du personnel de l'application de cet alinéa 2, 4<sup>o</sup>.

Pour l'application de l'alinéa 2, 5<sup>o</sup>, cette réduction de traitement prend effet le jour où la proposition de sanction disciplinaire est soumise ou notifiée au membre du personnel.

Art. 157<sup>quinquies</sup>. A l'issue de la procédure disciplinaire ou de la procédure pénale, la mesure de réduction de traitement est rapportée sauf si :

1° le ministre inflige au membre du personnel une des sanctions prévues à l'article 122, 5°, 7° et 8°;

2° il est fait application de l'article 168, 2°, b, 7°;

3° le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive suivie ou non d'une procédure disciplinaire.

Lorsque la mesure de réduction de traitement est rapportée en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, le membre du personnel reçoit le complément de son traitement initialement retenu augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

Les sommes perçues par le membre du personnel durant la suspension préventive lui restent acquises.

Si le traitement du membre du personnel a été réduit en application de l'article 157<sup>quater</sup>, alinéa 2, 4° ou 5°, et qu'au terme de la procédure disciplinaire, une sanction de suspension disciplinaire est prononcée pour une durée inférieure à la durée de la mesure de réduction de traitement, cette dernière est rapportée pour la période excédant la durée de la suspension disciplinaire et le membre du personnel perçoit dans ce cas le complément de son traitement, indûment retenu durant cette période, augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

L'alinéa 4 ne s'applique pas dans le cadre d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie après une condamnation pénale définitive. »

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 4. L'article 26, alinéa 4, du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 précité, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le membre du personnel qui introduit un recours reste en activité de service. »

Art. 5. Dans l'article 68 du même décret, les termes « ou lorsqu'il a été suspendu préventivement » sont supprimés.

Art. 6. L'article 36, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement y introduit par le décret du 1<sup>er</sup> février 1993 est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 2. Lorsqu'une mesure de réduction de traitement, opérée dans le cadre d'une suspension préventive, est rapportée, le membre du personnel reçoit le complément de la subvention-traitement initialement retenue augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

Le pouvoir organisateur verse à la Communauté française le montant de ce complément.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le pouvoir organisateur n'est pas tenu de rembourser ce complément à la Communauté française lorsque la réduction de traitement rapportée a initialement été opérée à l'encontre d'un membre du personnel faisant l'objet :

1° d'une inculpation ou d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales;

2° d'une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel a fait usage de ses droits de recours ordinaires. »

Par ailleurs, lorsque dans le cadre d'une procédure disciplinaire, une mesure de suspension préventive a été prise à l'égard d'un membre du personnel sans que ce dernier n'ait dû subir une réduction de moitié de son traitement, le pouvoir organisateur remboursera à la Communauté française la moitié du traitement intégralement perçu par le membre du personnel durant la durée de la suspension préventive si :

1° au terme de la procédure disciplinaire, aucune sanction disciplinaire n'est prononcée à l'égard du membre du personnel;

2° au terme de la procédure disciplinaire, la sanction de rappel à l'ordre, de blâme ou de retenue sur traitement est prononcée;

3° la procédure disciplinaire n'est pas menée à son terme par le pouvoir organisateur.

Art. 7. Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1998.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 6 avril 1998.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education,  
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCIEN

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,  
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



VERTALING  
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 1478

[S - C - 29211]

**6 APRIL 1998. — Decreet houdende wijziging van de regeling inzake preventieve schorsing in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd onderwijs (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het Hoofdstuk VIII. — Preventieve schorsing bij het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs*

**Artikel 1.** In het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd bij de decreten van 10 april 1995 en 25 juli 1996, wordt het *Hoofdstuk VIII. — Preventieve schorsing* vervangen door het volgende hoofdstuk :

« Hoofdstuk VIII.- Preventieve schorsing : administratieve maatregel

Art. 60. § 1. Als het belang van de dienst of van het onderwijs dat vereist, kan een procedure voor preventieve schorsing ingezet worden tegen een vastbenoemd personeelslid :

1° indien het strafrechtelijk wordt vervolgd;

2° zodra de inrichtende macht een tuchtprocedure tegen hem inzet;

3° zodra de inrichtende macht hem bij een ter post aangetekende brief kennis geeft van de vaststelling van een onverenigbaarheid;

§ 2. De bij dit hoofdstuk geregelde preventieve schorsing is een louter administratieve maatregel, geen straf.

Ze wordt door de inrichtende macht uitgesproken en met redenen omkleed. Ze verwijdert het personeelslid uit zijn ambt.

Tijdens de duur van de preventieve schorsing behoudt het personeelslid de administratieve stand « dienstactiviteit ».

§ 3. Vóór elke preventieve schorsingsmaatregel, moet het personeelslid de gelegenheid gekregen hebben om door de inrichtende macht te worden gehoord.

Het personeelslid wordt in kennis gesteld van de oproeping voor het verhoor alsook van de redenen die de preventieve schorsing verantwoorden ten minste drie werkdagen vóór het verhoor, ofwel bij ter post aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst met uitwerking drie werkdagen na de verzendingsdatum ofwel door de afgifte van hand tot hand met bewijs van ontvangst met uitwerking op de datum die op dit ontvangstbewijs vermeld staat.

Tijdens het verhoor, kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat of door een raadsman gekozen onder de fungerende of gepensioneerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs of door een afgevaardigde van een representatieve vakorganisatie krachtens het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Binnen de drie werkdagen die volgen op de dag waarop het verhoor voorzien is en zelfs indien het personeelslid of zijn afgevaardigde niet werden gehoord, geeft de inrichtende macht aan de ambtenaar bij een ter post aangetekend schrijven kennis van haar beslissing.

Indien deze beslissing concludeert tot de preventieve schorsing van het personeelslid, heeft zij uitwerking de derde werkdag die volgt op de datum waarop zij werd verzonden.

§ 4. In afwijking van lid 1 van § 3, kan het personeelslid uit zijn ambt onverwijld verwijderd worden wanneer het een ernstige tekortkoming heeft begaan waarbij het op heterdaad betrapt is of als de hem ten laste gelegde feiten zo ernstig zijn dat het in het belang van het onderwijs wenselijk is dat het lid niet langer op school aanwezig is.

Binnen de tien werkdagen die volgen op de dag waarop de maatregel tot onmiddellijke verwijdering werd genomen, moet de inrichtende macht de procedure voor preventieve schorsing inzetten overeenkomstig de bepalingen van dit artikel. Bij gemis houdt de maatregel tot onmiddellijke verwijdering op het einde van voornoemde termijn op en kan het personeelslid slechts opnieuw uit de inrichting voor dezelfde ernstige tekortkoming of voor dezelfde feiten worden verwijderd mits naleving van de procedure voor preventieve schorsing, zoals inzonderheid in § 3 van dit artikel bepaald.

Het personeelslid dat onverwijld wordt verwijderd, behoudt de administratieve stand « dienstactiviteit ».

§ 5. In het kader van een tuchtprocedure of van de vaststelling van een onverenigbaarheid, mag de preventieve schorsing niet langer dan een jaar duren en in het kader van een tuchtprocedure verstrijkt ze in elk geval :

1° vijfenveertig kalenderdagen na de datum bepaald voor het bij artikel 70 bedoelde verhoor indien de inrichtende macht binnen deze termijn het personeelslid geen kennis heeft gegeven van de bij artikel 65, § 2 bedoelde beslissing;

2° de derde werkdag die volgt op de kennisgeving aan het personeelslid van de bij artikel 65, § 2 bedoelde beslissing, indien deze beslissing de terechtwijzing, de blaam of de inhouding van wedde is;

3° de dag waarop de beslissing houdende de tuchtstraf uitwerking heeft.

In het kader van strafrechtelijke vervolgingen, is de duur van de preventieve schorsing niet beperkt tot een jaar.

Wanneer een tuchtprocedure is ingezet of doorgezet na een gerechtelijke beslissing tot definitieve strafrechtelijke veroordeling, begint de in lid 1 bedoelde termijn van een jaar slechts te lopen vanaf de uitspraak van deze definitieve veroordeling.

(1) *Zitting 1997-1998 :*

*Stukken van de Raad.* - Ontwerp van decreet, nr. 211-1. Commissie-amendementen, nrs. 211-2, 3, 4, 5, 6 en 7. - Verslag nr. 211-8.

*Integraal verslag.* - Bespreking en aanneming. Vergadering van 1 april 1998.

§ 6. In het kader van een tuchtprocedure moet de inrichtende macht de preventieve schorsing om de drie maanden vanaf haar uitwerking schriftelijk bevestigen.

Deze bevestiging wordt aan betrokkene bij ter post aangetekend schrijven medegedeeld.

Bij gemis van bevestiging van de preventieve schorsing binnen de vereiste termijnen, kan het betrokken personeelslid zijn ambt weer opnemen na mededeling ervan, bij aangetekend schrijven, aan de inrichtende macht ten minste tien werkdagen voordat het zijn ambt weer opneemt.

Na ontvangst van die mededeling kan de inrichtende macht de handhaving van de preventieve schorsing bevestigen volgens de in lid 2 beschreven procedure.

Art. 60bis. § 1. In afwijking van § 1 van artikel 60, wordt het lid van ambtswege preventief geschorst wanneer het verdacht of beklaagd wordt van feiten en/of daden die strafbaar zijn krachtens een van de hierna vernoemde artikelen vermeld in de Titels VII of VIII van het Boek II van het Strafwetboek :

- 364, 365, 368, 369, 370, 372, 379, 380bis, §§ 4 en 5, 380quinquies, § 1, 382bis, 383bis, 386, 396, 401bis;
- 373, 375, 376, 377, 378bis, 393, 394, 397, voor zover het slachtoffer van de misdaad of het misdrijf een minderjarige is of een meerderjarige leerling van de schoolinrichting of het tehuis bedoeld bij artikel 1, 1° van dit decreet waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;
- 380bis, § 1, 1°, voor zover de meerderjarige die erin bedoeld is een leerling is van de schoolinrichting of van het tehuis bedoeld bij artikel 1, 1° van dit decreet waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;
- 380bis, § 1, 4°, voor zover de meerderjarige die werd uitgebuit op het vlak van ontucht of prostitutie een leerling is van de schoolinrichting of van het tehuis bedoeld bij artikel 1, 1° van dit decreet, waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;
- 380bis, § 2, voor zover het een poging betreft om de in § 1, 1° en 4° bedoelde misdrijven te plegen, alleen binnen de hierboven voor deze bepalingen nader omschreven perken;
- 380bis, § 3, voor zover het de in § 1, 1° en 4° bedoelde misdrijven betreft, alleen binnen de hierboven voor deze bepalingen nader omschreven perken;
- 380quater, voor zover de persoon die tot ontucht wordt aangezet een minderjarige is of een meerderjarige leerling van de schoolinrichting of van het tehuis bedoeld bij artikel 1, 1° van dit decreet, waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;
- 380quinquies, § 2 en § 3, voor zover een minderjarige of een meerderjarige leerling van de schoolinrichting of van het tehuis bedoeld bij artikel 1, 1° van dit decreet, waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent, betrokken is bij de dienstaanbiedingen die erin bedoeld zijn;
- 385, voor zover het zedenmisdrijf gepleegd werd in aanwezigheid van een minderjarige of van een meerderjarige leerling van de schoolinrichting of van het tehuis bedoeld bij artikel 1, 1° van dit decreet, waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;
- 398, 399, 400, 401, voor zover het een minderjarige betreft of een meerderjarige leerling van de schoolinrichting of van het tehuis bedoeld bij artikel 1, 1° van dit decreet, waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent, die geslagen werd of verwondingen heeft opgelopen.

Vanaf de dag waarop de inrichtende macht er kennis van heeft gekregen dat het personeelslid wordt verdacht of beklaagd, moet zij tegen hem de in § 4 van artikel 60 bedoelde verwijderingsmaatregel treffen.

Binnen de tien werkdagen die volgen op de verwijderingsmaatregel moet de procedure voor preventieve schorsing ingezet worden inzonderheid met naleving van de §§ 3 en 4, lid 2, van hetzelfde artikel.

§ 2. Indien de inrichtende macht zich niet schikt naar de bepalingen van § 1, stuurt de Regering haar een ingebrekestelling met het verzoek binnen een termijn van dertig kalenderdagen te rekenen vanaf deze ingebrekestelling het bewijs voor te leggen dat de in § 1 bepaalde maatregelen werden genomen. De Regering kan bij besluit deze bevoegdheid delegeren aan de minister die functioneel bevoegd is.

Indien bij het verstrijken van deze termijn van dertig kalenderdagen de inrichtende macht het bewijs niet heeft geleverd dat zij de in § 1 bepaalde maatregelen heeft genomen, ontvangt zij voor een hierna bepaalde duur geen werkingstoelagen meer voor de inrichting(en) waar het betrokken personeelslid zijn volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent.

De in het vorige lid bedoelde periode begint te lopen vanaf het verstrijken van de termijn van dertig kalenderdagen en duurt tot de dag waarop de inrichtende macht het bewijs heeft geleverd de in § 1 bepaalde maatregelen te hebben getroffen.

§ 3. De maatregel tot preventieve schorsing van ambtswege bedoeld bij § 1, lid 1 wordt behouden tegen het personeelslid :

1° dat niet definitief strafrechtelijk werd veroordeeld, op basis van een van de bij § 1, lid 1 bedoelde artikelen van het Strafwetboek waartegen het personeelslid zijn gewone rechten op beroep heeft laten gelden;

2° tegen wie een tuchtprocedure is ingezet of doorgezet ten gevolge van een definitieve strafrechtelijke veroordeling uitgesproken op basis van een van de artikelen van het Strafwetboek bedoeld bij § 1, lid 1.

Daarentegen heeft de maatregel tot preventieve schorsing van ambtswege geen uitwerking meer indien het personeelslid in eerste instantie vrijgesproken wordt en waartegen gewoon beroep wordt aangetekend.

In dit geval kan de inrichtende macht evenwel beslissen de preventieve schorsing van het betrokken personeelslid te handhaven in toepassing van artikel 60.

Art. 61. Ieder preventief geschorst personeelslid behoudt het recht op zijn wedde.

In afwijking van lid 1, wordt de wedde van ieder preventief geschorst personeelslid :

1° dat in het kader van strafrechtelijke vervolgingen verdacht of beklaagd wordt;

2° dat niet definitief strafrechtelijk werd veroordeeld, waartegen het personeelslid zijn gewone rechten op beroep heeft laten gelden;

3° tegen wie een tuchtprocedure is ingezet of doorgezet ten gevolge van een definitieve strafrechtelijke veroordeling;

4° tegen wie een tuchtprocedure is ingezet ten gevolge van een ernstige tekortkoming waarbij het ofwel op heterdaad betrapt werd of waarvoor bewijskrachtige aanwijzingen bestaan en waarover de inrichtende macht moet oordelen;

5° tegen wie een tuchtstraf bepaald in artikel 64, 4°, 6°, 7° en 8° werd uitgesproken en waartegen het personeelslid beroep heeft aangetekend, overeenkomstig artikel 65, § 2,

op de helft van zijn activiteitswedde vastgesteld.

Deze weddevermindering mag niet tot gevolg hebben dat de wedde minder zou bedragen dan het bedrag van de werkloosheidsuitkeringen waarop de betrokkene recht zou hebben volgens de regeling voor maatschappelijke zekerheid van de werknemers.

Voor de toepassing van lid 2, 1° en 2°, heeft die weddevermindering uitwerking de eerste dag van de maand die volgt op de dag waarop het personeelslid verdacht of beklaagd wordt of op de dag na de uitspraak van de niet-definitieve veroordeling.

Voor de toepassing van lid 2, 3°, wordt deze weddevermindering die krachtens lid 2, 1° of 2° reeds werd toegepast, behouden tot na de definitieve veroordeling indien de inrichtende macht aan het personeelslid te kennen geeft dat zij de bedoeling heeft de tuchtprocedure door te zetten of in te zetten.

Voor de toepassing van lid 2, 4° heeft de weddevermindering uitwerking de eerste dag van de maand die volgt op de mededeling door de inrichtende macht aan het personeelslid van de toepassing van dit lid 2, 4°.

Voor de toepassing van lid 2, 5° heeft die weddevermindering uitwerking de dag waarop het personeelslid beroep heeft aangetekend.

Art. 62. Op het einde van de tucht- of strafrechtelijke procedure, wordt de maatregel inzake weddevermindering ingetrokken, uitgezonderd wanneer :

1° op het einde van de tuchtprocedure, de inrichtende macht een van de bij artikel 64, 4°, 6°, 7° en 8° bepaalde sancties aan het personeelslid oplegt;

2° artikel 58, 1°, b wordt toegepast;

3° tegen het personeelslid een definitieve strafrechtelijke veroordeling wordt uitgesproken, al dan niet gevolgd door een tuchtprocedure.

Als de maatregel inzake weddevermindering ingetrokken wordt in toepassing van lid 1, ontvangt het personeelslid het aanvullende deel van zijn weddetoelage dat in het begin werd ingehouden, vermeerderd met de achterstallige intresten, berekend aan de wettelijke rentevoet, die verschuldigd zijn sedert de dag waarop de vermindering werd toegepast.

Het personeelslid behoudt de bedragen die het tijdens de preventieve schorsing ontvangen heeft.

Indien de wedde van het personeelslid werd verminderd in toepassing van artikel 61, lid 2, 4° of 5° en er op het einde van de strafprocedure een schorsingssanctie bij tuchtmaatregel wordt uitgesproken voor een duur die korter is dan de duur van de maatregel inzake weddevermindering, wordt deze maatregel ingetrokken voor de periode die de duur van de schorsing bij tuchtmaatregel overschrijdt en ontvangt het personeelslid in dat geval het aanvullende deel van zijn weddetoelage dat ten onrechte tijdens die periode werd ingehouden, vermeerderd met de achterstallige intresten, berekend aan de wettelijke rentevoet, die verschuldigd zijn sedert de dag waarop de vermindering werd toegepast.

Lid 4 wordt niet toegepast in het kader van een tuchtprocedure ingezet of doorgezet na een definitieve strafrechtelijke veroordeling.

Art. 63. De preventieve schorsing wordt ter kennis van de Regering gebracht met het oog op de onmiddellijke uitvoering van deze maatregel.

Art. 63bis. Voor de toepassing van dit hoofdstuk moet verstaan worden onder inrichtende macht :

1° in het onderwijs georganiseerd door de steden en gemeenten, het college van burgemeester en schepenen;

2° in het onderwijs georganiseerd door de provincies, de Provincieraad of de Bestendige Deputatie;

3° in de onderwijsinrichtingen die ressorteren onder de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn, de Raad van deze inrichtingen;

4° in de onderwijsinrichtingen die ressorteren onder de « Office de la Naissance et de l'Enfance », de raad van bestuur van die instelling;

5° in de onderwijsinrichtingen die ressorteren onder de intercommunale verenigingen, de raad van bestuur van deze instellingen. »

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het Hoofdstuk X. — Preventieve schorsing  
bij het decreet van 1 februari 1993*

*houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs*

Art. 2. In het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd bij de decreten van 22 december 1994, 15 april 1995 en 25 juli 1996, wordt het Hoofdstuk X. — Preventieve schorsing vervangen door het volgende hoofdstuk :

« Hoofdstuk X. — Preventieve schorsing : administratieve maatregel

Art. 87. § 1. Als het belang van de dienst of van het onderwijs dat vereist, kan een procedure voor preventieve schorsing ingezet worden tegen een vastbenoemd personeelslid :

1° indien het strafrechtelijk wordt vervolgd;

2° zodra de inrichtende macht een tuchtprocedure tegen hem inzet;

3° zodra de inrichtende macht hem bij een ter post aangetekende brief kennis geeft van de vaststelling van een onverenigbaarheid;

§ 2. De bij dit hoofdstuk geregelde preventieve schorsing is een louter administratieve maatregel, geen straf.

Ze wordt door de inrichtende macht uitgesproken en met redenen omkleed. Ze verwijderd het personeelslid uit zijn ambt.

Tijdens de duur van de preventieve schorsing behoudt het personeelslid de administratieve stand « dienstactiviteit ».

§ 3. Vóór elke preventieve schorsingsmaatregel, moet het personeelslid de gelegenheid gekregen hebben om door de inrichtende macht te worden gehoord.

Het personeelslid wordt in kennis gesteld van de oproeping voor het verhoor alsook van de redenen die de preventieve schorsing verantwoordt ten minste drie werkdagen vóór het verhoor, ofwel bij ter post aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst met uitwerking drie werkdagen na de verzendingsdatum ofwel door de afgifte van hand tot hand met bewijs van ontvangst met uitwerking op de datum die op dit ontvangstbewijs vermeld staat.

Tijdens het verhoor, kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een afgevaardigde van een representatieve vakorganisatie, door een advocaat of door een raadsman gekozen onder de fungerende of gepensioneerde personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs.

Binnen de drie werkdagen die volgen op de dag waarop het verhoor voorzien is en zelfs indien het personeelslid of zijn afgevaardigde niet werden gehoord, geeft de inrichtende macht aan de betrokkene bij een ter post aangetekend schrijven kennis van haar beslissing.

Indien deze beslissing concludeert tot de preventieve schorsing van het personeelslid, heeft zij uitwerking de derde werkdag die volgt op de datum waarop zij werd verzonden.

§ 4. In afwijking van lid 1 van § 3, kan het personeelslid uit zijn ambt onverwijld verwijderd worden wanneer het een ernstige tekortkoming heeft begaan waarbij het op heterdaad betrapt is of als de hem ten laste gelegde feiten zo ernstig zijn dat het in het belang van het onderwijs wenselijk is dat het lid niet langer op school aanwezig is.

De verwijderingsmaatregel moet genomen worden binnen de drie werkdagen die volgen op de dag waarop de ernstige tekortkoming of de voornoemde feiten zijn vastgesteld.

Binnen de drie werkdagen die volgen op de dag waarop de maatregel tot onmiddellijke verwijdering werd genomen, moet de inrichtende macht de procedure voor preventieve schorsing inzetten overeenkomstig de bepalingen van dit artikel. Bij gemis houdt de maatregel tot onmiddellijke verwijdering op het einde van voornoemde termijn op en kan het personeelslid slechts opnieuw uit de inrichting voor dezelfde ernstige tekortkoming of voor dezelfde feiten worden verwijderd mits naleving van de procedure voor preventieve schorsing, zoals inzonderheid in § 3 van dit artikel bepaald.

Het personeelslid dat onmiddellijk wordt verwijderd, behoudt de administratieve stand « dienstactiviteit ».

§ 5. In het kader van een tuchtprocedure, mag de preventieve schorsing niet langer dan een jaar duren en verstrijkt ze in elk geval :

1° na vijftien kalenderdagen, indien het personeelslid binnen deze termijn geen kennis heeft gekregen van het voorstel tot tuchtstraf, bedoeld bij artikel 75, § 1;

2° de derde werkdag die volgt op de kennisgeving aan het personeelslid van het voorstel tot tuchtstraf, bedoeld bij artikel 75, § 1, indien dat voorstel de terechtwijzing, de blaam of de inhouding van wedde is;

3° voor een ander voorstel tot tuchtstraf dan de voorstellen bedoeld bij punt 2°, veertig kalenderdagen na de kennisgeving aan het personeelslid van het door de inrichtende macht ingediende voorstel tot tuchtstraf, indien het lid geen beroep heeft ingesteld tegen het voorstel waarvan sprake;

4° voor aan ander voorstel tot tuchtstraf dan de voorstellen bedoeld in punt 2°, dertig kalenderdagen na kennisgeving aan de inrichtende macht van het advies van de raad van beroep over het voorstel tot tuchtstraf ingediend door de inrichtende macht ten aanzien van het personeelslid;

5° de dag waarop de tuchtstraf uitwerking heeft.

In het kader van strafrechtelijke vervolgingen of van een beroep vóór de Arbeidsrechtbank tegen de vaststelling van een onverenigbaarheid, is de duur van de preventieve schorsing niet beperkt tot een jaar.

Wanneer een tuchtprocedure is ingezet of doorgezet na een gerechtelijke beslissing tot definitieve strafrechtelijke veroordeling, begint de in lid 1 bedoelde termijn van een jaar slechts te lopen vanaf de uitspraak van deze definitieve veroordeling.

§ 6. In het kader van een tuchtprocedure, moet de inrichtende macht de preventieve schorsing om de drie maanden vanaf de datum met ingang waarvan ze uitwerking heeft, schriftelijk bevestigen.

Deze bevestiging wordt aan betrokkene bij ter post aangetekend schrijven medegedeeld.

Bij gemis van bevestiging van de preventieve schorsing binnen de vereiste termijnen, kan het betrokken personeelslid zijn ambt weer opnemen na mededeling ervan, bij aangetekend schrijven, aan de inrichtende macht ten minste tien werkdagen voordat het zijn ambt weer opneemt.

Na ontvangst van die mededeling kan de inrichtende macht de handhaving van de preventieve schorsing bevestigen volgens de in lid 2 beschreven procedure.

Art. 87bis. § 1. In afwijking van § 1 van artikel 87, wordt het lid van ambtswege preventief geschorst wanneer het verdacht of beklaagd wordt van feiten en/of daden die strafbaar zijn krachtens een van de hierna vernoemde artikelen vermeld in de Titels VII of VIII van het Boek II van het Strafwetboek :

— 364, 365, 368, 369, 370, 372, 379, 380bis, §§ 4 en 5, 380quinquies, § 1, 382bis, 383bis, 386, 396, 401bis;

— 373, 375, 376, 377, 378bis, 393, 394, 397, voor zover het slachtoffer van de misdaad of het misdrijf een minderjarige is of een meerderjarige leerling van de schoolinrichting of het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;

— 380bis, § 1, 1°, voor zover de meerderjarige die erin bedoeld is een leerling is van de schoolinrichting of van het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;

— 380bis, § 1, 4°, voor zover de meerderjarige die werd uitgebuit op het vlak van ontucht of prostitutie een leerling is van de schoolinrichting of van het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;

— 380bis, § 2, voor zover het een poging betreft om de in § 1, 1° en 4° bedoelde misdrijven te plegen, alleen binnen de hierboven voor deze bepalingen nader omschreven perken;

— 380bis, § 3, voor zover het de in § 1, 1° en 4° bedoelde misdrijven betreft, alleen binnen de hierboven voor deze bepalingen nader omschreven perken;

— 380quater, voor zover de persoon die tot ontucht wordt aangezet een minderjarige is of een meerderjarige leerling van de schoolinrichting of van het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;

— 380quinquies, § 2 en § 3, voor zover een minderjarige of een minderjarige of een meerderjarige leerling van de schoolinrichting of van het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent, betrokken is bij de dienstaanbiedingen die erin bedoeld zijn;

— 385, voor zover het zedenmisdrif gepleegd werd in aanwezigheid van een minderjarige of van een meerderjarige leerling van de schoolinrichting of van het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;

— 398, 399, 400, 401, voor zover het een minderjarige betreft of een meerderjarige leerling van de schoolinrichting of van het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent, die geslagen werd of verwondingen heeft opgelopen.

Vanaf de dag waarop de inrichtende macht er kennis van heeft gekregen dat het personeelslid wordt verdacht of beklaagd, moet zij tegen hem de in § 4 van artikel 87 bedoelde verwijderingsmaatregel treffen.

Binnen de tien werkdagen die volgen op de verwijderingsmaatregel moet de procedure voor preventieve schorsing ingezet worden inzonderheid met naleving van de §§ 3 en 4, lid 3, van hetzelfde artikel.

§ 2. Indien de inrichtende macht zich niet schikt naar de bepalingen van § 1, stuurt de Regering haar een ingebrekestelling met het verzoek binnen een termijn van dertig kalenderdagen te rekenen vanaf deze ingebrekestelling het bewijs voor te leggen dat de in § 1 bepaalde maatregelen werden genomen. De Regering kan bij besluit deze bevoegdheid delegeren aan de minister die functioneel bevoegd is.

Indien bij het verstrijken van deze termijn van dertig kalenderdagen de inrichtende macht het bewijs niet heeft geleverd dat zij de in § 1 bepaalde maatregelen heeft genomen, ontvangt zij voor een hierna bepaalde duur geen werkingstoelagen meer voor de inrichting(en) waar het betrokken personeelslid zijn volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent.

De in het vorige lid bedoelde periode begint te lopen vanaf het verstrijken van de termijn van dertig kalenderdagen en duurt tot de dag waarop de inrichtende macht het bewijs heeft geleverd de in § 1 bepaalde maatregelen te hebben getroffen.

§ 3. De maatregel tot preventieve schorsing van ambtswege bedoeld bij § 1, lid 1 wordt behouden tegen het personeelslid :

1° dat niet definitief strafrechtelijk werd veroordeeld, op basis van een van de bij § 1, lid 1 bedoelde artikelen van het Strafwetboek, waartegen het personeelslid zijn gewone rechten op beroep heeft laten gelden;

2° tegen wie een tuchtprocedure is ingezet of doorgezet ten gevolge van een definitieve strafrechtelijke veroordeling uitgesproken op basis van een van de artikelen van het Strafwetboek bedoeld bij § 1, lid 1.

Daarentegen heeft de maatregel tot preventieve schorsing van ambtswege geen uitwerking meer indien het personeelslid in eerste instantie vrijgesproken wordt bij een vonnis waartegen gewoon beroep wordt aangetekend.

In dit geval kan de inrichtende macht evenwel beslissen de preventieve schorsing van het betrokken personeelslid te handhaven in toepassing van artikel 87.

Art. 88. Ieder preventief geschorst personeelslid behoudt het recht op zijn wedde.

In afwijking van lid 1, wordt de wedde van ieder preventief geschorst personeelslid :

1° dat in het kader van strafrechtelijke vervolgingen verdacht of beklaagd wordt;

2° dat niet definitief strafrechtelijk werd veroordeeld, waartegen het personeelslid zijn gewone rechten op beroep heeft laten gelden;

3° tegen wie een tuchtprocedure is ingezet of doorgezet ten gevolge van een definitieve strafrechtelijke veroordeling;

4° tegen wie een tuchtprocedure is ingezet ten gevolge van een ernstige tekortkoming waarbij het ofwel op heterdaad betrapt werd of waarvoor bewijskrachtige aanwijzingen bestaan en waarover de inrichtende macht moet oordelen;

5° tegen wie een voorstel tot tuchtstraf bepaald in artikel 73, § 1, 4°, 5° en 6° werd ingediend,

op de helft van zijn activiteitswedde vastgesteld.

Deze weddevermindering mag niet tot gevolg hebben dat de wedde minder zou bedragen dan het bedrag van de werkloosheidsuitkeringen waarop de betrokkene recht zou hebben volgens de regeling voor maatschappelijke zekerheid van de werknemers.

Voor de toepassing van lid 2, 1° en 2°, heeft die weddevermindering uitwerking de eerste dag van de maand die volgt op de dag waarop het personeelslid verdacht of beklaagd wordt of op de dag na de uitspraak van de niet-definitieve veroordeling.

Voor de toepassing van lid 2, 3° wordt deze weddevermindering die krachtens lid 2, 1° of 2° reeds werd toegepast, behouden tot na de definitieve veroordeling indien de inrichtende macht aan het personeelslid te kennen geeft dat zij de bedoeling heeft de tuchtprocedure door te zetten of in te zetten.

Voor de toepassing van lid 2, 4° heeft de weddevermindering uitwerking de eerste dag van de maand die volgt op de mededeling door de inrichtende macht aan het personeelslid van de toepassing van dit lid 2, 4°.

Voor de toepassing van lid 2, 5° heeft die weddevermindering uitwerking de dag waarop de inrichtende macht kennis geeft van het voorstel tot tuchtstraf.

Art. 89. Op het einde van de tucht- of strafrechtelijke procedure, wordt de maatregel inzake weddevermindering ingetrokken, uitgezonderd wanneer :

1° op het einde van de tuchtprocedure, de inrichtende macht een van de bij artikel 73, § 1, 4°, 5° en 6° bepaalde sancties aan het personeelslid oplegt;

2° artikel 71, 1°, b) en 4° wordt toegepast;

3° tegen het personeelslid een definitieve strafrechtelijke veroordeling wordt uitgesproken, al dan niet gevolgd door een tuchtprocedure.

Als de maatregel inzake weddevermindering ingetrokken wordt in toepassing van lid 1, ontvangt het personeelslid het aanvullende deel van zijn weddetoelage dat aanvankelijk werd ingehouden, vermeerderd met de achterstallige intresten, berekend aan de wettelijke rentevoet, die verschuldigd zijn sedert de dag waarop de vermindering werd toegepast.

Het personeelslid behoudt de bedragen die het tijdens de preventieve schorsing ontvangen heeft.

Indien de wedde van het personeelslid werd verminderd in toepassing van artikel 88, lid 2, 4° of 5° en er op het einde van de strafprocedure een schorsingssanctie bij tuchtmaatregel wordt uitgesproken voor een duur die korter is dan de duur van de maatregel inzake weddevermindering, wordt deze maatregel ingetrokken voor de periode die de

duur van de schorsing bij tuchtmaatregel overschrijdt en ontvangt het personeelslid in dat geval het aanvullende deel van zijn weddetoelage dat ten onrechte tijdens die periode werd ingehouden, vermeerderd met de achterstallige intresten, berekend aan de wettelijke rentevoet, die verschuldigd zijn sedert de dag waarop de vermindering werd toegepast.

Lid 4 wordt niet toegepast in het kader van een tuchtprocedure ingezet of doorgezet na een definitieve strafrechtelijke veroordeling.

Art. 90. De preventieve schorsing wordt ter kennis van de Regering gebracht met het oog op de onmiddellijke uitvoering van deze maatregel.

**HOOFDSTUK III. — Wijziging van het Hoofdstuk IXbis. — Preventieve schorsing bij het koninklijk besluit van 22 maart 1969 houdende het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen**

**Art. 3.** In het koninklijk besluit van 22 maart 1969 houdende het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt het *Hoofdstuk IXbis*. — Preventieve schorsing, er ingevoegd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 september 1991 en gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1993 vervangen door het volgende hoofdstuk :

« Hoofdstuk IXbis. — Preventieve schorsing : Administratieve maatregel

Art. 157bis. § 1. Als het belang van de dienst of van het onderwijs dat vereist, kan een procedure voor preventieve schorsing ingezet worden tegen een vastbenoemd personeelslid :

1° indien het strafrechtelijk wordt vervolgd;

2° voordat het tuchtrechtelijk wordt vervolgd of indien het tuchtrechtelijk wordt vervolgd;

3° zodra de minister hem bij ter post aangetekende brief kennis geeft van de vaststelling van een onverenigbaarheid.

§ 2. De bij dit hoofdstuk geregelde preventieve schorsing is een louter administratieve maatregel, geen straf.

Ze wordt door de minister uitgesproken en met redenen omkleed. Ze verwijdert het personeelslid uit zijn ambt.

Tijdens de duur van de preventieve schorsing behoudt het personeelslid de administratieve stand « dienstactiviteit ».

§ 3. Vóór elke preventieve schorsingsmaatregel, moet het personeelslid de gelegenheid gekregen hebben om door het hoofd van het bestuur te worden gehoord.

Het personeelslid wordt in kennis gesteld van de oproeping voor het verhoor alsook van de redenen die de preventieve schorsing verantwoorden ten minste drie werkdagen vóór het verhoor, ofwel bij ter post aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst met uitwerking drie werkdagen na de verzendingsdatum ofwel door de afgifte van hand tot hand met bewijs van ontvangst met uitwerking op de datum die op dit ontvangstbewijs vermeld staat.

Tijdens het verhoor, kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een afgevaardigde van een representatieve vakorganisatie, door een advocaat of door een raadsman gekozen onder de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs die in actieve dienst zijn of gepensioneerd zijn.

Binnen de tien werkdagen die volgen op de dag waarop het verhoor voorzien is en zelfs indien het personeelslid of zijn afgevaardigde niet werden gehoord, wordt de beslissing aan het personeelslid bij ter post aangetekend schrijven medegedeeld.

Indien deze beslissing concludeert tot de preventieve schorsing van het personeelslid, heeft zij uitwerking de derde werkdag die volgt op de datum waarop zij werd verzonden.

§ 4. In afwijking van lid 1 van § 3, kan het personeelslid uit zijn ambt onverwijld verwijderd worden wanneer het een ernstige tekortkoming heeft begaan waarbij het op heterdaad betrapt is of als de hem ten laste gelegde feiten zo ernstig zijn dat het in het belang van het onderwijs wenselijk is dat het lid niet langer op school aanwezig is.

Binnen de tien werkdagen die volgen op de dag waarop de maatregel tot onmiddellijke verwijdering werd genomen, moet de procedure voor preventieve schorsing worden ingezet overeenkomstig de bepalingen van dit artikel. Bij gemis houdt de maatregel tot onmiddellijke verwijdering op het einde van voornoemde termijn op en kan het personeelslid slechts opnieuw uit de inrichting voor dezelfde ernstige tekortkoming of voor dezelfde feiten worden verwijderd mits naleving van de procedure voor preventieve schorsing, zoals inzonderheid in § 3 van dit artikel bepaald.

De maatregel tot onmiddellijke verwijdering wordt door de Minister getroffen.

Het personeelslid dat onmiddellijk wordt verwijderd, behoudt de administratieve stand « dienstactiviteit ».

§ 5. In het kader van de vaststelling van een onverenigbaarheid of van een tuchtprocedure of vóór de eventuele uitvoering van een tuchtprocedure, mag de preventieve schorsing niet langer dan een jaar duren en in het kader van een tuchtprocedure verstrijkt ze in elk geval :

1° na zes maanden, indien geen voorstel tot tuchtstraf werd geformuleerd en medegedeeld aan het personeelslid binnen deze termijn;

2° de derde werkdag die volgt op de kennisgeving aan het personeelslid van het voorstel tot tuchtstraf, indien dat voorstel de terechtwijzing, de blaam of de inhouding van wedde is;

3° voor een ander voorstel tot tuchtstraf dan de voorstellen bedoeld bij punt 2°, tachtig kalenderdagen na de kennisgeving aan het personeelslid van het voorstel tot tuchtstraf, indien het lid geen beroep heeft ingesteld tegen het voorstel waarvan sprake;

4° voor een ander voorstel tot tuchtstraf dan de voorstellen bedoeld in punt 2°, tachtig kalenderdagen na kennisgeving aan de minister van het advies van de raad van beroep over het voorstel tot tuchtstraf geformuleerd ten aanzien van het personeelslid;

5° de dag waarop de tuchtstraf uitwerking heeft.

In het kader van strafrechtelijke vervolgingen, is de duur van de preventieve schorsing niet beperkt tot een jaar.

Wanneer een tuchtprocedure is ingezet of doorgezet na een gerechtelijke beslissing tot strafrechtelijke veroordeling die in kracht van gewijsde is gegaan, begint de in lid 1 bedoelde termijn van een jaar slechts te lopen vanaf de uitspraak van deze definitieve veroordeling.

§ 6. In het kader van een tuchtprocedure of vóór de eventuele uitvoering van een tuchtprocedure, moet de preventieve schorsing om de drie maanden vanaf de datum met ingang waarvan ze uitwerking heeft, schriftelijk worden bevestigd.

Deze bevestiging wordt aan betrokkene bij ter post aangetekend schrijven medegedeeld.

Bij gemis van bevestiging van de preventieve schorsing binnen de vereiste termijnen, kan het betrokken personeelslid zijn ambt weer opnemen na mededeling ervan, bij aangetekend schrijven, aan de minister ten minste tien werkdagen voordat het zijn ambt werkelijk weer opneemt.

Na ontvangst van die mededeling kan de minister de handhaving van de preventieve schorsing bevestigen volgens de in lid 2 beschreven procedure.

Art. 157ter. § 1. In afwijking van § 1 van artikel 157bis, wordt het personeelslid van ambtswege preventief geschorst wanneer het verdacht of beklaagd wordt van feiten en/of daden die strafbaar zijn krachtens een van de hierna vernoemde artikelen vermeld in de Titels VII of VIII van het Boek II van het Strafwetboek :

— 364, 365, 368, 369, 370, 372, 379, 380bis, §§ 4 en 5, 380quinquies, § 1, 382bis, 383bis, 386, 396, 401bis;

— 373, 375, 376, 377, 378bis, 393, 394, 397, voor zover het slachtoffer van de misdaad of het misdrijf een minderjarige is of een meerderjarige leerling van de schoolinrichting of het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;

— 380bis, § 1, 1°, voor zover de meerderjarige die erin bedoeld is een leerling is van de schoolinrichting of van het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;

— 380bis, § 1, 4°, voor zover de meerderjarige die werd uitgebuit op het vlak van ontucht of prostitutie een leerling is van de schoolinrichting of van het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;

— 380bis, § 2, voor zover het een poging betreft om de in § 1, 1° en 4° bedoelde misdrijven te plegen, alleen binnen de hierboven voor deze bepalingen nader omschreven perken;

— 380bis, § 3, voor zover het de in § 1, 1° en 4° bedoelde misdrijven betreft, alleen binnen de hierboven voor deze bepalingen nader omschreven perken;

— 380quater, voor zover de persoon die tot ontucht wordt aangezet een minderjarige is of een meerderjarige leerling van de schoolinrichting of van het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;

— 380quinquies, § 2 en § 3, voor zover een minderjarige of een minderjarige of een meerderjarige leerling van de schoolinrichting of van het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent, betrokken is bij de dienstaanbiedingen die erin bedoeld zijn;

— 385, voor zover het zedenmisdrijf gepleegd werd in aanwezigheid van een minderjarige of van een meerderjarige leerling van de schoolinrichting of van het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;

— 398, 399, 400, 401, voor zover het een minderjarige of meerderjarige leerling betreft van de schoolinrichting of van het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent, die geslagen werd of verwondingen heeft opgelopen.

Vanaf de dag waarop de minister er kennis van heeft gekregen dat het personeelslid wordt verdacht of beklaagd, moet hij tegen hem de in § 4 van artikel 157bis bedoelde verwijderingsmaatregel treffen.

Binnen de tien werkdagen die volgen op de verwijderingsmaatregel moet de procedure voor preventieve schorsing ingezet worden inzonderheid met naleving van de §§ 3 en 4, lid 2, van hetzelfde artikel.

De maatregel tot preventieve schorsing van ambtswege bedoeld bij lid 1 wordt behouden tegen het personeelslid :

1° dat niet definitief strafrechtelijk werd veroordeeld, op basis van een van de bij lid 1 bedoelde artikelen van het Strafwetboek, waartegen het personeelslid zijn gewone rechten op beroep heeft laten gelden;

2° tegen wie een tuchtprocedure is ingezet of doorgezet ten gevolge van een definitieve strafrechtelijke veroordeling uitgesproken op basis van een van de artikelen van het Strafwetboek bedoeld bij lid 1.

Daarentegen heeft de maatregel tot preventieve schorsing van ambtswege geen uitwerking meer indien het personeelslid in eerste instantie vrijgesproken wordt bij een vonnis waartegen gewoon beroep wordt aangetekend.

In dit geval kan de minister evenwel beslissen de preventieve schorsing van het betrokken personeelslid te handhaven in toepassing van artikel 157bis.

Art. 157quater. Ieder preventief geschorst personeelslid behoudt het recht op zijn wedde.

In afwijking van lid 1, wordt de wedde van ieder preventief geschorst personeelslid

1° dat in het kader van strafrechtelijke vervolgingen verdacht of beklaagd wordt;

2° dat niet definitief strafrechtelijk werd veroordeeld, waartegen het personeelslid zijn gewone rechten op beroep heeft laten gelden;

3° tegen wie een tuchtprocedure is ingezet of doorgezet ten gevolge van een definitieve strafrechtelijke veroordeling;

4° tegen wie een tuchtprocedure is ingezet ten gevolge van een ernstige tekortkoming waarbij het ofwel op heterdaad betrapt werd of waarvoor bewijskrachtige aanwijzingen bestaan en waarover de minister moet oordelen;

5° tegen wie een voorstel tot tuchtstraf, bepaald in artikel 122, 5°, 7° en 8°, werd ingediend,

op de helft van zijn activiteitswedde vastgesteld.

Deze weddevermindering mag niet tot gevolg hebben dat de wedde minder zou bedragen dan het bedrag van de werkloosheidsuitkeringen waarop de betrokkene recht zou hebben volgens de regeling voor maatschappelijke zekerheid van de werknemers.

Voor de toepassing van lid 2, 1° en 2°, heeft die weddevermindering uitwerking de eerste dag van de maand die volgt op de dag waarop het personeelslid verdacht of beklaagd wordt of op de dag na de uitspraak van de niet-definitieve veroordeling.

Voor de toepassing van lid 2, 3° wordt deze weddevermindering die krachtens lid 2, 1° of 2° reeds werd toegepast, behouden tot na de definitieve veroordeling, indien de minister aan het personeelslid te kennen geeft dat hij de bedoeling heeft de tuchtprocedure door te zetten of in te zetten.

Voor de toepassing van lid 2, 4° heeft de weddevermindering uitwerking de eerste dag van de maand die volgt op de mededeling door de minister aan het personeelslid van de toepassing van dit lid 2, 4°.

Voor de toepassing van lid 2, 5°, heeft die weddevermindering uitwerking de dag waarop het voorstel tot tuchtsanctie aan het personeelslid wordt voorgelegd of waarop hem kennis wordt gegeven van dat voorstel.

Art. 157<sup>quinquies</sup>. Op het einde van de tucht- of strafrechtelijke procedure, wordt de maatregel inzake weddevermindering ingetrokken, uitgezonderd wanneer :

1° de minister een van de bij artikel 122, 5°, 7° en 8° bepaalde sancties aan het personeelslid oplegt;

2° artikel 168, 2°, *b* wordt toegepast;

3° tegen het personeelslid een definitieve strafrechtelijke veroordeling wordt uitgesproken, al dan niet gevolgd door een tuchtprocedure.

Als de maatregel inzake weddevermindering ingetrokken wordt in toepassing van lid 1, ontvangt het personeelslid het aanvullende deel van zijn weddetoelage dat aanvankelijk werd ingehouden, vermeerderd met de achterstallige intresten, berekend aan de wettelijke rentevoet, die verschuldigd zijn sedert de dag waarop de vermindering werd toegepast.

Het personeelslid behoudt de bedragen die het tijdens de preventieve schorsing ontvangen heeft.

Indien de wedde van het personeelslid werd verminderd in toepassing van artikel 157<sup>quater</sup>, lid 2, 4° of 5° en er op het einde van de strafprocedure een schorsingssanctie bij tuchtmaatregel wordt uitgesproken voor een duur die korter is dan de duur van de maatregel inzake weddevermindering, wordt deze maatregel ingetrokken voor de periode die de duur van de schorsing bij tuchtmaatregel overschrijdt en ontvangt het personeelslid in dat geval het aanvullende deel van zijn weddetoelage dat ten onrechte tijdens die periode werd ingehouden, vermeerderd met de achterstallige intresten, berekend aan de wettelijke rentevoet, die verschuldigd zijn sedert de dag waarop de vermindering werd toegepast.

Lid 4 wordt niet toegepast in het kader van een tuchtprocedure die werd ingezet of doorgezet na een definitieve strafrechtelijke veroordeling.

#### HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 4. Artikel 26, lid 4, van voornoemd decreet van 1 februari 1993 wordt vervangen door volgend lid :

« Het personeelslid dat beroep aantekent, blijft in dienstactiviteit. ».

Art. 5. In artikel 68 van hetzelfde decreet worden de woorden « of preventief werd geschorst » geschrapt.

Art. 6. Artikel 36, § 2, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, dat er bij het decreet van 1 februari 1993 ingevoegd werd, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« § 2. Als een maatregel inzake weddevermindering, toegepast in het kader van een preventieve schorsing, ingetrokken wordt, ontvangt het personeelslid het aanvullende deel van zijn weddetoelage dat aanvankelijk werd ingehouden, vermeerderd met de achterstallige intresten, berekend aan de wettelijke rentevoet, die verschuldigd zijn sedert de dag waarop de vermindering werd toegepast.

De inrichtende macht stort aan de Franse Gemeenschap het bedrag van dit aanvullend deel.

In afwijking van vorig lid, is de inrichtende macht er niet toe verplicht dit aanvullend bedrag aan de Franse Gemeenschap terug te betalen indien de ingetrokken weddevermindering aanvankelijk werd toegepast op een personeelslid :

1° dat in het kader van strafrechtelijke vervolgingen verdacht of beklaagd werd;

2° dat niet definitief strafrechtelijk werd veroordeeld, waartegen het personeelslid zijn gewone rechten op beroep heeft laten gelden. »

Wanneer een maatregel tegen een personeelslid bovendien, in het kader van een tuchtprocedure, werd genomen zonder dat het lid een vermindering van de helft van zijn wedde heeft moeten ondergaan, betaalt de inrichtende macht aan de Franse Gemeenschap de helft van de wedde terug die volledig door het personeelslid werd ontvangen tijdens de duur van de preventieve schorsing, indien :

1° op het einde van de tuchtprocedure geen tuchtsanctie tegen het personeelslid wordt uitgesproken;

2° op het einde van de tuchtprocedure de sanctie van terechtwijzing, blaam of inhouding van wedde wordt uitgesproken;

3° de tuchtprocedure door de inrichtende macht niet tot het einde wordt gevoerd. »

Art. 7. Dit decreet treedt in werking op 1 september 1998.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 6 april 1998.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met het onderwijs,  
de audiovisuele sector, de hulpverlening aan de jeugd, het kindwelzijn en de gezondheids promotie,

L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

W. ANCION

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,

C. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

J-Cl. VAN CAUWENBERGHE